

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE

RESTELAN
22570 Saint-Igeaux

Références : CF/RT/2025/11/20/01
Code AIOT : 0052206019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE implanté RESTELAN 22570 Saint-Igeaux. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE
- RESTELAN 22570 Saint-Igeaux
- Code AIOT : 0052206019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole soumise au régime de l'autorisation pour l'exploitation de 122000 volailles de chair et la mise en place d'une unité de compostage

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

- Transfert d'effluents / Compostage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 15/09/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

mise en place de la réserve incendie
mise en place du compostage et du suivi

exploitation bien entretenue

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2023, article 1
Thème(s) : Élevage, Mesure administrative
Prescription contrôlée : L'EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE, dont le siège social est situé lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux, est mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à la même adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 4 mois : l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie. Toute réserve d'eau ou ouvrage alternatif mis en place devra être réceptionné par le SDIS des Côtes d'Armor, sur sollicitation expresse du propriétaire. L'EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE, dont le siège social est situé lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux, est mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à la même adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter avant le 31 mars 2024 : l'article 45 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008. Article 2 L'EARL DEMOY JEAN-BAPTISTE, dont le siège social est situé lieu-dit « Restelan » à Saint-Igeaux, est mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à la même adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 4 mois : l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 1993, modifié le 9 août 2006, qui prévoit la réalisation d'une fabrique d'engrais et supports de culture, et le suivi du compostage (prise de température, retournement de l'andain).
Constats : Réserve incendie de 120m3 en place compostage et suivi en place et conforme conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure